Commune urbaine d'Agadir : Bras de fer au sein même de la majorité

Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 02-11-2006 01:32:18

La première réunion de la session d'octobre du Conseil municipal d'Agadir a été boycottée par la majorité. Drôle de situation ! Le quorum n'est pas atteint puisque pas plus de 14 membres sur 49 ont répondu présents. Le reste a préféré claquer la porte. La seconde réunion de la même session devait se tenir hier matin.

Les choses semblent se détériorer entre le président et une large partie de la majorité.

Les terrains d'entente paraissent trop marécageux. L'intransigeance du président est telle que les boycotteurs en ont ras-le-bol et estiment faire pression pour l'acculer au craquement.Toujours aussi ferme qu'intolérant, il prend les choses en main, y compris le dossier de l'urbanisme qui, selon lui, est trop affecté par les irrégularités. En fait, s'explique-t-il, les anomalies urbanistiques poussent comme des champignons exposant la ville à des périls imminents, cas du projet Kounifa qui menace d'écroulement. Pour le président, cela ne peut pas continuer ainsi et il est temps de mettre fin au populisme et à des attitudes attentatoires à la légalité et les lois en vigueur. En revanche, que reprochent les boycotteurs à leur président ?

Contactés par nos soins, ils ne cessent pas d'avancer qu'ils ne tolèrent guère d'être contrôlés alors qu'ils sont responsables de leurs tâches assignées. Ils affirment également que le président n'a pas respecté la moindre clause de la charte d'honneur conclue il y a quelques temps par les différents pôles protagonistes. Ils considèrent que c'est la majorité qui a élu le président et non pas la «rue» et, de ce fait, elle doit être traitée avec tous les égards. Cependant, ils continuent à faire l'éloge de l'intégrité et la droiture du président qui n'ambitionne nullement de toucher un brin des deniers publics, tout en rétorquant qu'il ne provoque pas de réunions du bureau depuis déjà trois mois et qu'il vaque à des activités partisanes au nom de la commune.

D'autre part, le président affirme bien avoir passé des délégations de pouvoir à ses adjoints et, malheureusement, il se rend compte que les missions dont ils sont chargés sont entachées d'infractions et de conduites douteuses.

Les dossiers dont il dispose, poursuit-il, sont criards et, de ce fait, il est obligé d'annuler toutes les autorisations irrégulières.

Cela, dit-il enrage leurs auteurs et se lancent à des fuites en avant, au lieu de faire preuve de bons sens et de retenue. Il faut bien dire que le traitement d'assainissement et de régularisation dont est soumise la commune depuis trois ans finit par attiser les poches de résistance chez aussi bien les acteurs de la municipalité que son entourage. Il faut bien que cela commence, même à la Don Quichotte. Cependant, les fruits de cette nouvelle gestion de probité ne tardent pas à se faire valoir, un peu partout en ville.

Les grands indicateurs de ce management communal commencent, en effet, à convaincre les

citoyens et à dérouter les détracteurs. On ne peut passer sous silence, à ce sujet, la révolution verte qui se manifeste au grand jour un peu partout particulièrement dans les entrées de la ville où la floraison irriguée de goutte à goutte fait sensation. Les projets de la promenade, la corniche, les maisons de quartiers sont autant de facteurs défrayant la chronique. Devant toutes ces réactions, on comprendra pourquoi le bras de fer se relève à chaque fois que l'étau se resserre, car il n'est pas toujours facile d'instaurer, d'une seule traite, de nouvelles approches nettoyantes après des cumuls de déchéances. Espérons bien que les considérations suprêmes l'emporteront sur les calculs réducteurs car, en fin de compte, c'est bien la cité et les citoyens qui en pâtissent. Le président est là jusqu'en 2009 et c'est aux autres de composer, comme disait un jour le président de la région **Souss Massa Draâ**.

Source : Al Bayane